

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 17 novembre 2023

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer - CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 septembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY

Usine de Sorcy

BP 16

55 190 Sorcy-Saint-Martin

Références : DT/444-2023

Code AIOT : 0006205651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 septembre 2023 dans l'établissement SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY implanté : Côte de Menton – 55 190 Sorcy-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY
- Côte de Menton – 55 190 Sorcy-Saint-Martin
- Code AIOT : 0006205651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin. Les matériaux extraits sur le site servent à alimenter les fours à chaux situés à proximité immédiate de cette dernière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures ERC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de protection de la flore et de la faune	Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.12	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de protection de la flore et de la faune	Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.12	/	Sans objet
3	Mesures spécifiques dérogation de fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.8	/	Sans objet
4	Principes de réaménagement	Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un seul point de contrôle (suivi faunistique) a donné lieu à des observations de la part de l'inspection des installations classées.

Cependant, bien que des éléments soient demandés à l'exploitant par rapport à l'aspect formalisation, il apparaît qu'un suivi des espèces (Grand-Duc d'Europe, Hirondelle de rivage) est réalisé de façon régulière par l'association LOANA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de protection de la flore et de la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.12
Thème(s) : Autre, Flore
Prescription contrôlée : La station de Géranium sanguin, plante protégée au niveau régional, fait l'objet d'une mesure d'évitement, avec la mise en place d'un périmètre d'interdiction de décapage, de dépôt de matériaux et de circulation sur une zone d'une largeur de 50 m. La Céphalanthère rouge, espèce rare au niveau régional, fait l'objet de mesure de déplacement dans une partie réaménagée.
Constats : La station de Géranium sanguin est située sur une zone non encore exploitée de la carrière, qui n'a pas été défrichée et décapée. Cette zone va par ailleurs être totalement évitée dans le cadre d'une demande de modification de phasage transmise en Préfecture par l'exploitant, en date du 24 juillet 2023. La Céphalanthère rouge a été déplacée sur la base du terriil réaménagé, préalablement à la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de protection de la flore et de la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.12
Thème(s) : Autre, Faune
Prescription contrôlée : Les zones de délaissé périphérique sont préservées en l'état. Une surveillance est mise en place pour éviter toute destruction du Grand-Duc d'Europe, notamment par tirs de mines. L'aire de nidification de celui-ci est déplacée progressivement selon l'avancement de l'exploitation de la carrière. L'exploitation de la grouine est adaptée afin de maintenir la colonie d'Hirondelle de rivage sur le site. L'ensemble des mesures précitées fait l'objet d'un suivi faunistique dans les 6 mois après chaque période de phasage.
Constats : Les zones de délaissé périphérique ne font l'objet d'aucune exploitation. Le Grand-Duc d'Europe et les Hirondelles de rivage sont régulièrement suivis par l'association LOANA et le

bureau d'études Encem. Les suivis post-phasages n'ont toutefois pas été présentés lors de l'inspection. La visite de la carrière a permis de constater : - le maintien des fronts de nidification des Hirondelles de rivage, - le positionnement de l'aire du Grand-Duc au niveau du front de taille nord, en sachant que celui-ci était préalablement situé (depuis 2018) sur le front sud-est.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures spécifiques dérogation de fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des fronts
Prescription contrôlée : [...] Afin d'éviter des instabilités locales, telles que les chutes de blocs de plus ou moins grande taille, deux solutions sont mises en oeuvre : - une solution "active" consistant à procéder, après chaque tir, à la purge des fronts qui progressent et à visiter régulièrement les fronts qui ne sont pas en exploitation, afin de purger les blocs dont la stabilité évolue dans le temps, - une solution "passive", en limitant ou empêchant les accès aux zones pouvant poser des problèmes et en attirant l'attention du personnel sur les risques encourus. Ces actions font l'objet d'une procédure d'exploitation, avec enregistrement du relevé de la surveillance des fronts de taille sur les plans de tirs. Cette surveillance est effectuée une fois par an par une personne extérieure au site de la carrière, compétente en matière de stabilité et est formalisée par un rapport.
Constats : L'exploitant a rédigé une procédure (FR03.DP.34.002 du 10 septembre 2021) relative à la surveillance des fronts et aux modalités de purge de ces derniers. Certains opérateurs disposent d'une "habilitation" pour procéder à la vérification et la purge éventuelle des fronts après chaque tir de mines. En parallèle, un audit de la carrière est réalisé chaque année par un géologue/ingénieur en géotechnique du groupe (FIBAC Groups LHOIST), pour définir les zones et les types de risques sur la base de trois niveaux de classement (jaune-orange-rouge) ; le niveau rouge nécessitant une intervention de l'exploitant sous 24 h. Lors de la visite, le rapport du dernier audit, réalisé le 30 novembre 2022, a été consulté. L'examen de celui-ci n'a pas suscité de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Principes de réaménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 9.3
Thème(s) : Autre, Phases 1,2 et 3
Prescription contrôlée : 1. Continuité du remblaiement de la partie sud-ouest de la carrière (terril). A chaque tranche d'environ 50 m, il est réalisé : - talutage à 30° des bords du teruil, - régalage de la terre végétale, - ensemencement hydraulique, - plantations d'arbres et d'arbustes. 2. Purge et sécurisation des fronts nord. 3. Création d'une cavité sur le front supérieur nord, en fonction de l'avancement des fronts. 4. Mise en place de la zone de protection du Géranium sanguin sur le secteur sud-est.
Constats : Les parties réaménagées de la carrière respectent les dispositions prévues par cet article de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les principes de réaménagement ne vont pas évoluer dans le cadre du dossier modification/adaptation déposé en Préfecture par l'exploitant le 24 juillet 2023. S'agissant de la zone de protection du Géranium sanguin et comme évoqué dans le point de contrôle n° 1, celle-ci sera totalement évitée par l'absence d'exploitation de l'intégralité du secteur situé au sud-est du chemin rural.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet